

Concours d'entrée en première année
Sciences sociales
Spécifique Paris-Saclay – LV ESPAGNOL
Session 2023

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ORALE

Pour la session 2023, exceptionnellement quatre textes écrits issus de la presse et quatre documents sonores authentiques et récents ont été proposés.

Les quatre enregistrements étaient extraits des émissions de CADENA SER, RTVE et WASHINGTON POST, trouvables sur leurs sites web. Les mots clés ou titres des audio sont les suivants :

- Directo a México y la negativa de AMLO de entregar presidencia de Alianza del Pacífico a Perú
- Aimar Bretos desmonta con datos el mito de que los españoles viven más de alquiler porque quieren
- Carolina Sanín y los transgéneros
- Bukele y las maras

Les quatre textes sont issus de El País, El Confidencial, CTXT et Washington Post.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'épreuve consiste à une présentation orale et un échange prenant appui sur un document écrit ou un enregistrement audio. La durée de l'épreuve est de 30 minutes pour la préparation et de 30 minutes pour la présentation orale et l'échange avec le jury.

Dans une première partie le candidat doit présenter un compte rendu pour que le jury puisse juger l'étendue de la compréhension écrite. Ensuite, le candidat doit, à partir d'une problématique, commenter l'article. Les candidats disposent d'environ 12 minutes.

Ensuite, le jury questionne les candidats sur le texte proposée et, principalement, sur les points principaux qui ont guidé leur argumentation, le but étant de faciliter la prise de parole et l'échange avec le jury.

D'une façon générale, il est important de signaler aux futurs candidats que le but du jury est de vérifier l'étendue de leurs connaissances de langue espagnole. Il est donc nécessaire d'acquérir un bon niveau de vocabulaire, mais aussi grammaticale, avec une bonne connaissance des prépositions ou des différentes formes verbales (passé, subjonctif, futur, conditionnel). Il faut être attentif quand le jury pose des questions qui incitent à prendre des risques et à complexifier le niveau de langue.

D'un autre côté, l'épreuve cherche aussi à connaître la capacité d'analyse des candidats, ainsi que leur maîtrise d'une méthodologie adaptée, et la richesse et la pertinence des arguments avancés. Par rapport aux connaissances de culture générale, le jury ne cherche pas à valider une maîtrise encyclopédique de la culture hispanoaméricaine, mais plutôt à vérifier une utilisation logique de ces éléments de l'histoire et l'actualité des pays susceptibles d'apparaître dans l'épreuve d'espagnol et une utilisation juste en appui des arguments des candidats.

L'aptitude à communiquer et la fluidité du discours sont également des aspects fondamentaux dans une épreuve orale de ce type que les candidats ne doivent pas négliger.

SESSION 2023

Les candidats ont affronté la première partie de l'épreuve, le compte rendu du texte, avec plus au moins de succès. Par rapport aux candidats les plus faibles, le jury a constaté par moments un manque d'organisation des idées, en général dû à une compréhension lacunaire du document. Les présentations devenaient alambiquées, avec un discours entrecoupé, par manque d'assurance, et des idées peu claires.

Il est à signaler que l'épreuve n'est pas une opportunité pour montrer l'étendue des connaissances des candidats sur tous les pays du monde hispanique. Partir hors sujet est quelque chose de très pénalisant. Malgré l'amélioration par rapport à l'année dernière, certains candidats ont présenté encore des commentaires à partir d'une problématique peu claire et peu adaptée au document. Aussi, le jury n'a pas apprécié les prestations qui abusaient de la répétition des idées, sans avancer dans le développement ; ni les candidats qui avaient du mal à tenir l'échange avec l'examinateur, abusant d'un étalement de connaissances hors-sujet. Le jury risque dans ce cas d'avoir du mal à suivre le fil de l'argumentation du candidat.

Il est aussi conseillé aux candidats de ne pas évoquer pendant le commentaire, des sujets qu'ils ne maîtrisent pas. Vu que l'échange porte sur la présentation faite, le jury s'est souvent trouvé confronté à des candidats dans la difficulté de justifier leurs propres arguments. Il ne faut pas oublier le proverbe : « Qui trop embrasse mal étreint ».

Néanmoins, il faut mettre en avant les bonnes connaissances de culture hispanique des candidats qui, bien utilisées, ont donné suite à des échanges intéressants.

Le jury a été notamment surpris par un niveau de langue en nette amélioration en comparaison avec l'année dernière, ce qui a même permis l'utilisation de la note de 20 dans le cas de certains candidats. Aussi, le jury a apprécié la complexité de l'espagnol présenté par les candidats, malgré les erreurs commises, et la prise de risques.

Parmi les fautes les plus habituelles :

- Les gallicismes et barbarismes, les erreurs le plus répandues : alquileros, catalones, dificultadada, frontaleros, controversado, hipócrita, hipoteco, la defianza, cayó embarazada, vivante, instituciones economías, el estatuo social, está en favor, en un tercer tiempo ;
- La mauvaise utilisation de pronoms COD/COI, ou bien leur omission ;
- Erreurs dans la formation des participes : he olvido
- Mauvais accords de genre ou nombre : la noche en el que
- Mauvaise utilisation des verbes : hubo un mes (il y a un mois), se opuse a, continuará votar (continuará/seguirá votando), para que se reunían (reunieran)
- Fautes de prépositions : desombocó sobre.

En ce qui concerne les aspects phonologiques, il y a eu une grande homogénéité et les prestations ont été satisfaisantes, sauf quelques rares exceptions (une prononciation approximative du phonème /s/ ou trop française du phonème /r/ ou /ll/). Il faut faire attention au placement de l'accent tonique, même si le niveau d'authenticité de la prononciation de l'espagnol est acceptable.

TEXTES

1 - López Obrador defiende su ‘decretazo’: “Tenemos que proteger las obras porque *RAPPORT* esos corruptos pueden pararlas”

El presidente Andrés Manuel López Obrador ha justificado este viernes el decreto que publicó ayer a última hora de la tarde, en el que blindaba como seguridad nacional el Tren Maya, el Corredor Interoceánico y los aeropuertos de Chetumal, Tulum y Palenque. “Tenemos que proteger estas obras, porque esos insensatos, irresponsables, corruptos, además muy antipatriotas, pueden parar las obras, como ha sido su intención”, ha dicho el mandatario. López Obrador publicó su nuevo acuerdo solo unas horas después de que la Suprema Corte de Justicia de la Nación (SCJN) le invalidara el anterior por considerarlo inconstitucional. Todo el episodio profundiza la crisis entre el poder ejecutivo y judicial en México.

El jueves en la mañana, el pleno de la Suprema Corte decidió anular el decreto de noviembre de 2021 en el que el Gobierno de López Obrador calificaba todos sus proyectos prioritarios como seguridad nacional. Con los votos a favor de ocho ministros y tres en contra —de Arturo Zaldívar, Yasmín Esquivel y Loretta Ortiz—, el alto tribunal daba la razón al Instituto Nacional de Transparencia (INAI), que fue quien impugnó el decreto en diciembre de 2021. “Es inconstitucional este acuerdo, porque su amplitud y su ambigüedad obstaculizan e inhiben el acceso a la información de toda la ciudadanía respecto de las obras del Gobierno de México”, señalaba el ministro ponente Juan Luis González Carrancá.

Según el artículo 6 de la Constitución, toda la información es pública y solo podrá ser reservada temporalmente por razones de interés público y seguridad nacional. Es decir, el Ejecutivo no tiene la obligación de informar sobre los proyectos que entran en esa categoría.

Solo unas horas más tarde de la decisión de la Suprema Corte aparecía publicado en el Diario Oficial de la Federación un decreto de artículo único en el que se protegían las grandes cinco obras del Gobierno que todavía no están concluidas. En el decreto, el presidente detalla por qué se consideran seguridad nacional los proyectos: el Tren Maya por ser el proyecto de infraestructura más importante de la Administración, los aeropuertos de Palenque, Chetumal y Tulum “por su ubicación geográfica” clave “para la vigilancia y control del espacio aéreo en la frontera sur” y el Corredor Interoceánico, del Istmo de Tehuantepec, porque permite comunicar el océano Pacífico con el golfo de México y el Atlántico.

La polémica estalló tras la publicación del *decretazo*. Algunos analistas apuntaban que se podía considerar desacato, puesto que suponía saltarse las decisiones de la Suprema Corte, mientras otros argumentaban que ese acuerdo era la única forma que tenía el presidente de proteger sus obras de los amparos. Por ejemplo, algunos tramos del Tren Maya, el más delicado y complejo del recorrido, siguen trabados en procesos judiciales.

En ese sentido, López Obrador ha defendido: “Imaginen los beneficios para la gente del sureste, cancelarlos nada más por los caprichos de estos fífis corruptos. Entonces tomamos la decisión de decretar todas estas obras de seguridad nacional y de interés público. Y eso fue lo que se hizo ayer y ¿por qué nos preocupa? Porque los que están promoviendo los amparos en contra de todas estas obras están financiados del Gobierno de Estados Unidos”. El presidente ha acusado a abogados y exministros de formar parte del despacho que está detrás de “todos los amparos”.

El mandatario ha tratado de justificar que su decreto no implica que haya menos información sobre las obras: “Dicen es que no quiere el presidente que se sepa cuánto se está invirtiendo en el Tren Maya porque hay negocios o hay corrupción. No, no somos iguales, nosotros no somos corruptos, yo lo que estimo más importante es la honestidad, además engañan a la gente porque son personas inmorales, sin escrúpulos”. “Que se reserve una obra de estas como de seguridad nacional o de interés público no significa que no se va a informar”, ha añadido.

(...)

La respuesta directa de López Obrador a la Suprema Corte se ha convertido en otro ejemplo de la guerra abierta que el presidente mantiene con el poder judicial. Desde la entrada de Norma Piña como presidenta de la SCJN, las fricciones con el Ejecutivo no han dejado de escalar. Esta última semana, el mandatario se ha lanzado contra los privilegios de los ministros y ha propuesto que su nombramiento sea elegido por medio de una consulta popular.

Beatriz Guillén en elpais.com (19/05/2023)

2 - La gran descapitalización: así empobrece a los jóvenes el problema de la vivienda

La vivienda es la mayor fuente de riqueza de los españoles. Tanto, que las propiedades inmobiliarias — entre las que también se incluyen garajes, oficinas o naves industriales— representan casi el 70% del valor total de los activos que poseen los hogares, según la última *Encuesta financiera de las familias*, elaborada por el Banco de España en 2020. Pero no todos se pueden permitir el acceso a esta forma de ahorro, porque no todos pueden ahorrar. Desde el pinchazo de la burbuja inmobiliaria, el aumento del paro y la devaluación salarial, primero, y la recuperación del precio de la vivienda, después, han intensificado la dicotomía entre quienes tienen un piso en propiedad y quienes son incapaces de acceder a él. La mayoría de los jóvenes está en el segundo grupo.

La brecha intergeneracional en España se ha ido agrandando desde la Gran Recesión y, aunque tiene su origen en la renta, es, sobre todo, una cuestión de riqueza. En ese tránsito, que va desde la precariedad laboral hasta la quimera de poseer activos, la vivienda juega un papel fundamental. Josep Maria Raya, catedrático del Tecnocampus de la Universidad Pompeu Fabra, resume el círculo vicioso que ayuda a explicar la desigualdad entre jóvenes y mayores: "Una parte no ha accedido a la vivienda en propiedad, por lo que no tiene riqueza, mientras que la otra tiene riqueza que ha ido aumentando de valor".(...)

Desde 2008, el porcentaje de adultos de entre 30 y 44 años con vivienda en propiedad ha caído 17 puntos. Si en el pico de la burbuja casi tres de cada cuatro poseían una casa, ahora es poco más de la mitad. El desplome entre los más jóvenes (hasta los 29 años) todavía resulta más significativo: 24 puntos, hasta rebasar por poco la barrera del 30%.

No todo es una cuestión de renta. De hecho, la caída en el porcentaje de propietarios también se produce entre los trabajadores maduros (de 45 a 64 años), lo que indica, según Tucacat, una transformación mucho más estructural del mercado. Sin embargo, el descenso es de solo cuatro puntos, mientras que entre los jubilados incluso se ha incrementado la incidencia de los propietarios respecto al año de estallido de la burbuja: ya son el 89%, dos puntos más que en 2008.

No todo es una cuestión de renta, pero la renta influye y está en la base del problema, apunta Raya. Los ingresos bajos impiden el ahorro y, por tanto, la inversión en vivienda, abocando a los jóvenes al mercado del alquiler. Y, a diferencia de lo que ha ocurrido con la compraventa, este sí ha vivido su propia burbuja en la última década: según los datos del portal Idealista.com, se ha disparado alrededor de un 60%, el doble que la vivienda en propiedad (y sin haber vivido antes un desplome tan espectacular por el fin del *boom* inmobiliario). Como resultado, cada vez son más los menores de 40 años que dedican un mayor porcentaje de su renta a acceder a un techo que no es suyo, con el coste de oportunidad que esto supone para el ahorro.

Se completa, así, el círculo vicioso, que ha abierto una brecha intergeneracional sin precedentes en la riqueza de los hogares españoles. Si en 2008 un menor de 35 años tenía, de media, un patrimonio inmobiliario valorado en unos 153.000 euros, ahora este no llega a los 50.000, tres veces menos, según la *Encuesta financiera de las familias*. El descenso resulta generalizado en todos los grupos de edad, como consecuencia del menor porcentaje de propietarios, ya que la estadística establece una media entre todos los cabezas de familia, ya sean poseedores o no de una vivienda. Sin embargo, la riqueza inmobiliaria del tramo entre 55 y 64 años *solo* ha caído un 35%, es decir, la mitad que entre los jóvenes, y acumula el triple de capital que estos. (...)

¿Vuelve la sociedad de rentistas de la dictadura, cuando las élites con propiedades podían ayudar a sus hijos mientras vivían de los alquileres de los trabajadores pobres? Raya ve el futuro muy negro: "El problema es que ahora somos un país rico, con lo cual el proceso es mucho más difícil de revertir". Un artículo publicado esta semana por la politóloga treintañera Estefanía Molina ironizaba con que la única forma que tienen los jóvenes para acceder a una vivienda es echarse pareja. Los demás ya saben lo que les espera: la edad media de emancipación en España roza los 30 años.

Marcos Lema en elconfidencial.com (06/05/2023)

3 - La prensa rosa y el tráfico de bebés

Por menos de 200.000 euros, el precio de un pisito de 70 metros a las afueras de la M-30, cualquier persona –de verdad, *cualquiera*– puede viajar a esa distopía aterradora que es Estados Unidos, aportar el material genético que considere conveniente, embarazar mediante la técnica de fecundación *in vitro* a una mujer, volver a los nueve meses y, sin más complicaciones, filiar como hijo o hija suyo al bebé producto de ese embarazo. Si el comprador es famoso, en el precio se incluye también un bonito posado en el hospital, en el que el orgulloso padre o madre reciente –así lo indica la partida de nacimiento del menor–, sonreirá abrazado a su nueva adquisición vestido con colores suaves que evoquen los de las feas batas hospitalarias, completando así la simulación de un parto que nunca existió –no, al menos, en *su* cuerpo–. (...)

Esta mañana hemos asistido, boquiabiertos, a la enésima ocurrencia de una mujer famosa y muy querida en España. Aparentemente, a sus 68 años, la actriz, bióloga y presentadora Ana Obregón ha adquirido en Miami, mediante el mencionado proceso de gestación subrogada, a una bebé cuya filiación genética permanece sin esclarecer por ahora. Obregón despertó una inmensa ola de solidaridad y cariño tras el tristísimo fallecimiento por cáncer de su único hijo, Álex Lequio, en mayo de 2020. Durante mucho tiempo, los asiduos a la prensa rosa y las redes sociales la vieron transitar por un duelo desgarrador hasta que se produjo su esperada y emocionante reaparición televisiva para dar las campanadas de Nochevieja siete meses después. Si bien sus motivaciones más profundas solo las conoce ella, es inevitable pensar que la adquisición de este ser humano recién nacido constituye para la presentadora algún tipo de consuelo o nueva fuente de alegría a la que aferrarse para poder mantener las ganas de vivir.

Es evidente que, dada su edad, Ana Obregón estaría imposibilitada para tratar de iniciar el proceso de adopción de un menor, pues, al menos en España, estos son fuertemente garantistas y buscan en exclusiva el bienestar del niño o niña. A veces es bueno recordar que los niños no se ponen en adopción para satisfacer el deseo –legítimo, sí, pero no con eso basta– de maternidad o paternidad de los solicitantes, sino para satisfacer la necesidad y el derecho de los menores –no el deseo, sino el *derecho*– de tener una familia que los cuide y proteja durante su infancia.

La ideología neoliberal busca permear con sus lógicas depravadas todos y cada uno de los aspectos de nuestras vidas, hasta el punto de tratar de hacernos creer que ni siquiera es una opción ideológica impuesta por la fuerza de la propaganda, sino el único modo posible y racional de hacer las cosas. Así,

en los últimos años, con todas esas famosas bien peinadas, posando vestidas en colores suaves y sujetando en sus brazos a los bebés recién paridos por otra mujer –una que, entretanto, se recupera de las heridas del parto sin maquillar, sin peinar y con la medicación para cortar la subida de la leche como única compañía– se intenta normalizar que la compraventa de seres humanos es una posibilidad legítima para colmar el deseo de ser madre o padre.

En lugar de orientar el debate sobre la maternidad vinculándolo a los derechos reproductivos de las mujeres, que todavía son cuestionados y amenazados cada día, o poniendo sobre la mesa de una maldita vez la manera en que las dificultades de acceso a la vivienda, la precariedad laboral salvaje y los obstáculos para la conciliación disuaden e imposibilitan a muchas mujeres de pensar siquiera en quedarse embarazadas, el aparato propagandístico trata de convencernos de que la maternidad es ahora un derecho que nos asiste, sí, pero ya no como personas, sino exclusivamente como *consumidoras*.

Muchas personas han mostrado su decepción en las redes sociales con Ana Obregón por haber viajado a Estados Unidos para recurrir a esta técnica, ilegal, de momento, en España. Yo, que me estoy volviendo un poco retorcida con la edad, aduje que lo mejor de antemano es no fiarse nunca de una persona con dinero, por simpática y pizpireta que parezca. Y es que, ya lo he visto antes, están demasiado acostumbrados a comprarse todo lo que se les antoje. (...)

En 2035 Ana Obregón será una octogenaria –guapa, rica, esbelta, bien peinada y maquillada, pero octogenaria–, mientras *su* bebé entra en la adolescencia. De la mujer que le ha engendrado y dado a luz probablemente nunca sabremos nada.

Adriana T. en ctxt.es (29/03/2023)

4 - Las maras están desapareciendo en El Salvador. Su lugar lo toma la mafia de Estado.

En 2022 las maras salvadoreñas llegaron a lo que parece ser su final. Esta forma criminal llegó a controlar amplios territorios de El Salvador, llegaron a tener bajo su régimen a comunidades enteras y durante más de 20 años constituyeron un segundo gobierno mediante un sistema de normas y castigos para la población bajo su dominio, e incluso una forma de impuesto ilegal conocido popularmente como “la renta”. Pero las maras se vieron superadas y eventualmente desplazadas por una forma criminal mucho más eficiente, más organizada y con un poder bélico superior: la mafia de Estado bajo el mando del presidente Nayib Bukele.

El mundo criminal podría entenderse como una selva llena de criaturas que compiten y se devoran entre sí. Las maras fueron un animal superior que ganó el dominio del país cuando llegaron desde Estados Unidos en la década 1990, tras la guerra civil que duró 11 años y que dejó más de 75,000 personas muertas y desaparecidas. Era un lugar con un Estado débil y mucha población joven desempleada: la fórmula perfecta para el florecimiento del crimen. (...)

Parecía que las maras eran ya un grupo endémico de El Salvador y de la región entera, y que su gobierno callejero duraría varias décadas más. Sobre todo, cuando lograron dar el salto de una pandilla de origen californiano a una mafia al establecer negocios más sofisticados, cooptar a funcionarios públicos, comprar jueces, lavar dinero y enfocar su violencia a hacia fines económicos. Me convencí de esto cuando sellaron acuerdos públicos oficiales con el Estado en 2012. Me equivoqué. Ninguna criatura gobierna la selva para siempre.

En 2021 se estableció en El Salvador una forma criminal mucho más poderosa. El presidente Nayib Bukele tenía para entonces dos años en el poder, pero fue cuando su partido Nuevas Ideas ganó las

elecciones legislativas y alcanzó, por procesos democráticos y por la fuerza, casi todos los estamentos de poder del país: controla ya también los poderes Legislativo y Judicial.

Entre otras acciones arbitrarias, destacó la destitución del fiscal general, Raúl Melara, y la imposición de uno nuevo a la medida de Bukele. Este nuevo funcionario puso candados jurídicos a los casos sobre corrupción de algunos funcionarios del bukélismo y suspendió las investigaciones en curso sobre desfalcos, compras ilegales y apropiaciones indebidas por funcionarios. Sin embargo, esas investigaciones terminaron en manos de la prensa independiente salvadoreña. Por esos documentos filtrados pudimos entender el organigrama de la nueva mafia. Un conjunto de personas, orientadas por un solo líder y que utilizan los mecanismos estatales para enriquecerse de forma ilícita y amedrantar o eliminar a su competencia: la mafia de Estado.

Esta no tolera competencia y en menos de un año, después de experimentar con diferentes espacios de negociación con las maras, decidió utilizar un régimen de excepción inconstitucional y un discurso fascista que entiende los derechos humanos como un obstáculo para arrebatar a las maras sus territorios y su poder. Ha encarcelado a decenas de miles de personas: lo mismo mareros que sus familiares y cualquiera que pudiera parecer sospechoso de formar parte de la base social de las maras. Por supuesto, han sido capturados también miles de inocentes. Pero algo es claro: las maras han sido desplazadas de El Salvador. Esa criatura está en extinción.

Es cierto que en los otrora bastiones de las maras ahora la gente respira con más calma: se abren nuevos negocios, los partidos de fútbol se alargan hasta entrada la noche y flota un aire de alivio. “Todo mundo está abriendo negocios en la colonia, que antes no abrían por miedo a la extorsión. Ahora se vive bien. Es que fueron demasiados años que esos hijos de puta nos tuvieron jodidos”, me dijo un habitante de Sierra Morena, una colonia de San Salvador que fue bastión de la MS13.

(...)

Pero no todos los mareros fueron derrotados ni toda su estructura desmantelada. Algunos siguen en pie. Era de esperarse, pues desde que se desarrollaron en California no han parado de mutar y adaptarse. (...)

Por el momento el monopolio del crimen, y hasta cierto punto de la violencia, queda en manos de la mafia bukélista. Las maras sobrevivirán únicamente en la medida que puedan alinearse con este nuevo depredador que no tolera ningún tipo de competencia. (...)

Juan Martínez de Aubuisson en [washingtonpost.com](https://www.washingtonpost.com) (24/01/2023)